

Entre ouvriers et intellectuels : l'expérience des premières années de l'ATEP, 1949-1955¹

Antonio Ramos Ramírez

Université Bretagne Sud, Lorient / Universidad Pablo de Olavide, Séville

Introduction

En Argentine, les études sur le syndicalisme des enseignants de l'école primaire pendant le premier péronisme restent encore assez fragmentaires, cette lacune étant plus évidente à l'échelle régionale. Néanmoins, l'articulation d'un système d'incorporation des ouvriers aux institutions péronistes a été largement examinée. Nous avons observé que le faible intérêt porté sur les travailleurs de l'éducation peut être expliqué par leur place dans le système productif. Traditionnellement, les enseignants n'étaient pas considérés comme des travailleurs-salariés, mais comme les apôtres de la laïcité, représentants vocationnels des valeurs républicaines. La participation des enseignants en tant que compagnons de route des ouvriers "classiques" reste, pour autant, un territoire de recherche encore faiblement exploré.

Dans les lignes qui suivent, on examinera les enseignants en tant que composants d'un dispositif de construction de l'Etat argentin et de l'hégémonie de la classe dominante mais aussi, en termes économiques, comme la force de travail nécessaire afin de transmettre les éléments culturels et symboliques qui assurent la reproduction des rapports de production dans l'Argentine péroniste. La situation du collectif des enseignants dans le rapport capital-travail restait assez floue, et la nature de ses revendications ne visait pas la remise en question du rôle de l'enseignant au sein de l'administration publique ni, plus largement, des inégalités de la société argentine.

Notre recherche fait partie d'un projet plus large qui a pour but d'examiner les modifications dans l'auto-perception des enseignants à travers leurs actions, discours, pratiques et formes de lutte collectives. Afin de nous interroger sur les ruptures que le syndicalisme des travailleurs de l'éducation connaît au cours des années suivantes, le point de départ de notre étude commence avec la fondation de l'ATEP: l'*Agremiación Tucumana de Educadores Provinciales*, en 1949. Il s'agit d'un syndicat d'enseignants du système éducatif public primaire qui dépend du gouvernement provincial. Le choix de cet acteur social se justifie non seulement par son importance à l'échelle régionale pendant les années du premier péronisme, mais aussi parce qu'il a été un protagoniste des conflits sociaux qui eurent lieu à Tucumán, à partir du coup d'État de 1955, ainsi que de leur intensification pendant la période de la dictature de 1966-1973². Dans cet article, nous analyserons comment les activités du syndicat se sont fondamentalement circonscrites aux efforts d'incorporation à la structure corporatiste impulsée par le péronisme, mais aussi pourquoi ces premières années de vie syndicale ont constitué un processus d'apprentissage collectif qui signifia une première accumulation d'expérience organisationnelle des enseignants à Tucumán.

L'hétéronomie comme mécanisme d'intégration au péronisme

Pendant le premier péronisme, il y a eu une incorporation massive des travailleurs aux organes de représentation collective qui, pour le cas des travailleurs de l'éducation, n'est pas différente. Il restait à définir, pour autant, si les enseignants du système éducatif public allaient s'incorporer à la reconfiguration sociale du péronisme en faisant partie de la catégorie des ouvriers ou des travailleurs intellectuels.

L'ATEP fut fondée le 24 novembre 1949, sur la base de l'ancien « *Sindicato del Magisterio de Tucumán* »³. Sa première commission directive était exclusivement composée de femmes⁴, circonstance qui ne se reproduira pas dans les années suivantes⁵. La première urgence de l'organisation débutante consistait à obtenir la *personería jurídica*, inscription officielle comme association au registre du bureau de travail et première reconnaissance officielle à titre administratif. Néanmoins, le principal intérêt se situait dans la construction de la légitimité de l'ATEP comme la seule organisation syndicale de sa branche professionnelle à travers l'attribution de la *personería gremial*, ce qui lui permettrait de bénéficier de l'adhésion obligatoire de tous les enseignants provinciaux. Les problèmes organisationnels, ainsi que la fin abrupte du gouvernement de Perón, firent que l'ATEP réussisse à bénéficier de cette reconnaissance, mais seulement à partir de 1957.

L'absence de maturité organisationnelle conduisait l'ATEP à continuer avec le programme traditionnel mené par les associations professionnelles existantes auparavant. C'est pourquoi on peut comprendre que les premières revendications d'ordre salarial n'ont pas tardé à être émises, l'objectif principal étant l'égalisation des salaires des enseignants provinciaux et nationaux, c'est-à-dire, ceux qui travaillaient dans le système de l'éducation nationale, dont leur rémunération n'était pas soumise aux aléas budgétaires des gouvernements provinciaux. La dynamique des négociations, entre les enseignants et leur patronat public, suivait fréquemment la structure suivante: en premier lieu, formulation de la demande de l'ATEP, ensuite la reconnaissance du gouvernement provincial du bien fondé de ces revendications et pour finir le renvoi à un moment ultérieur, lorsque les problèmes financiers de la province permettraient de trouver une solution définitive. De toute évidence, la logique d'usure dans la négociation était nettement favorable au gouvernement, compte tenu que l'ATEP n'envisageait pas la mise en œuvre de moyens de lutte collective, ou tout simplement, de pression contre le gouvernement de la province.

Le processus de consolidation institutionnelle de l'ATEP a également dévoilé les premières manifestations concernant l'identification des enseignants en tant que collectif de travailleurs⁶. C'est ainsi que, après avoir approuvé les statuts normatifs de l'organisation, la vice-présidente Ana Sánchez de Pascual insistait sur l'importance "d'aborder les aspects matériels et moraux sans oublier la culture intellectuelle"⁷. En tout cas, les démarches entamées par la direction de l'ATEP partageaient un élément commun : la médiation du gouverneur de la province en cas de conflit entre les enseignants et les organes administratifs qui géraient les décisions liées à son domaine professionnel, en particulier avec le "Conseil d'Éducation Provincial". Il s'agissait d'une instrumentalisation à deux sens où les dirigeants du syndicat pouvaient avoir accès aux sphères du pouvoir politique en échange d'une activité syndicale hétéronome qui ne mettait pas en question les politiques touchant aux enseignants.

La volonté d'adhésion immédiate au péronisme s'est aussi manifestée lors du premier voyage officiel à Buenos Aires, en mai 1950, où les dirigeants de l'ATEP ont montré l'appui du syndicat à la Fondation Eva Perón. Le choix d'établir un lien étroit avec les associations caritatives de la branche féminine du mouvement péroniste s'explique par la présence majoritaire de femmes parmi ses militants, mais aussi parce qu'on interprète cette stratégie comme le résultat de l'auto-perception des enseignants en tant qu'élément complémentaire, non vertébral ou transformateur, de la société argentine.

À son retour à Tucumán, l'ATEP convoqua une assemblée extraordinaire destinée à organiser une campagne de collecte de fonds pour la *Ayuda Social Eva Duarte de Perón*. Lors de la visite suivante d'Eva Perón à la province, qui allait être aussi

l'occasion de remettre les fonds récoltés, les délégués de l'ATEP s'engageaient à porter l'insigne du Parti Péroniste.

Les représentants de l'ATEP furent finalement reçus par Eva Perón et la direction syndicale montra sa satisfaction lors de son assemblée en mai 1950. Cependant, cette occasion fut la première où certaines critiques à l'égard de la commission directive ont été émises. C'est ainsi qu'un militant de base, Dionisio Campos, manifestait que « le maître, ouvrier intellectuel, ne s'intéresse pas à ses problèmes ». Cet élément de critique, parmi d'autres, soulève le problème de la cohésion interne du syndicat. Au moment du renforcement de sa structure, un groupe de militants de base considérait que les actions menées par les dirigeants ne conduisaient pas à l'amélioration de leurs conditions matérielles, particulièrement en ce qui concernait à l'égalisation avec les salaires des enseignants nationaux. En plus, il paraît logique de comprendre pourquoi les critiques sont prononcées par un militant masculin, puisque les enseignantes étaient, généralement, une ressource économique secondaire de la famille⁸.

L'incorporation aux mécanismes de la politique péroniste se poursuit par la participation à la campagne électorale de 1951, lorsque l'ATEP décida d'assister aux meetings organisés par le Parti Péroniste Féminin (PPF). Cette union d'intérêts s'est matérialisée à l'occasion d'un rassemblement organisée par le PPF qui, selon les sources, attira la présence de plus de 2 000 enseignants venus de toute la province⁹. Pour l'occasion, la déléguée de l'ATEP s'y manifesta en ces termes: « les enseignants ont exprimé leur volonté pour que la formule électorale Perón-Eva Perón régie le destin du pays »¹⁰.

En novembre 1952 eut lieu le premier renouvellement de la commission directive du syndicat. Les résultats furent favorables à la liste « Bleue et blanche », qui recueillit 364 voix sur les 854 suffrages. À ce moment-là, Benita Araujo fut désignée comme nouvelle déléguée de la commission directive et, dans le contexte d'une activité syndicale croissante, elle insistait sur la nécessité d'améliorer les salaires, compte tenu que la conjoncture économique avait permis d'établir que « les corporations ouvrières et les employés de la production et de l'industrie avaient déjà vu une amélioration de leur situation »¹¹.

C'est à partir de ce type de déclaration que nous considérons que les dirigeants de l'ATEP interprétaient leurs revendications professionnelles en s'identifiant au collectif des travailleurs intellectuels. L'effort pour se différencier des travailleurs du secteur secondaire a ainsi déterminé leurs pratiques syndicales. Au contraire des ouvriers de l'agro-industrie de la canne à sucre, le principal secteur d'activité économique de la province, les enseignants n'envisageaient pas la possibilité de mettre en pratique des actions collectives de confrontation contre leur patronat public, qu'ils avaient si manifestement soutenu depuis la fondation de l'ATEP.

La construction de la cohésion interne à travers la doctrine péroniste

La nature de l'ATEP restreignait sa capacité d'action à l'échelle provinciale. En raison de cette circonstance, le syndicat a fait partie d'autres associations qui regroupaient les enseignants au niveau national. C'est le cas de l'ADA, *Agremiación del Docente Argentino*, une organisation d'enseignants qui avait déjà adhéré à la CGT. Même si l'ADA faisait partie de la plus importante organisation de travailleurs de l'Argentine, sa conception des enseignants était très proche de l'idée traditionnelle de l'enseignant-agent civilisateur, éloignée du monde du travail: « on a largement discuté autour de la valeur et de l'importance de l'activité des enseignants et de l'esprit de sacrifice qui anime ces courageux apôtres »¹². L'incorporation à l'ADA nous paraît

significative car elle montre l'absence d'une structure nationale capable d'articuler les organisations syndicales qui ne venaient pas de la tradition ouvrière¹³, de la même manière qui met l'accent sur la question du travail enseignant comme métier intellectuel, donc étranger au monde du travail salarié.

Au cours de l'année 1953, le péronisme mènera à bien le projet de la Confédération Générale des Professionnels (CGP). L'objectif autour de cette organisation de troisième niveau, regroupant les fédérations et les organisations de premier degré, résidait dans sa capacité à intégrer des secteurs sociaux qui ne s'étaient pas intégrés au péronisme pendant les premières années de gouvernement. Le projet d'incorporation des enseignants provinciaux passa alors, au début de 1955, par la création de la Fédération Argentine de Maîtres Provinciaux (FAMP), à laquelle l'ATEP adhéra en mars de cette année. Lors de la réunion préparatoire à la fondation de la FAMP, le syndicat de Tucumán fut le seul représentant de la province. Le délégué de l'ATEP face à cette organisation, le nouveau président du syndicat, Francisco Javier Herrera, fut nommé trésorier de la fédération¹⁴.

La désignation d'Herrera a soulevé, cependant, les critiques d'un secteur important de l'ATEP. Des militantes comme María de Jiménez Brú et Estela Josefina Moya de Monjes déclarèrent que l'élection d'Herrera avait été une mesure tendant à réduire les efforts entamés pour parvenir à l'égalisation salariale.

Au même moment, le syndicat adopta des mesures disciplinaires aboutissant à l'expulsion de neuf militants critiques vis-à-vis de la commission directive. L'expulsion de ces militants marqua, cependant, un tournant dans l'orientation de l'action syndicale de l'ATEP. C'est à partir de la fin de 1953 que des déclarations contre le gouvernement de la province et critiquant les conditions de travail des enseignants commencèrent à surgir.

La fracture interne sembla s'accroître, après les résultats des négociations avec le gouverneur Luis Cruz. En octobre 1954, les délégués de l'ATEP participèrent à une réunion au siège du gouvernement de la province. Après avoir été invités à quitter les lieux, les enseignants décidèrent de continuer l'assemblée devant la façade principale du palais gouvernemental. Les membres de l'ATEP décidèrent de manifester dans le centre de San Miguel de Tucumán, ce qui entraîna une nouvelle convocation par le gouverneur Luis Cruz. Lors de cette rencontre, l'argument de l'ATEP reposait sur le discours que Perón avait prononcé le 22 mars 1954, dans lequel il évoquait le « salaire vital minimal des travailleurs ». La réponse du gouverneur Cruz fit référence aux problèmes financiers de la province, ainsi qu'à la collaboration indispensable avec le gouvernement national.

Pour la première fois, les militants de l'ATEP se sont fortement opposés au gouverneur et ils décident même de s'adresser au journal plus important de la province, *La Gaceta*, pour faire publier un manifeste contre les actions du gouverneur provincial et son équipe de ministres. La tension entre la base et les dirigeantes se montra évidente quand le président de l'ATEP s'opposa à cette initiative contestataire. Cet épisode se conclut par l'intervention de la police et la dispersion des enseignants qui, malgré les obstacles, réussirent à publier un communiqué de presse.

La réaction d'Horacio Valverdi, le successeur d'Herrera à la présidence de l'ATEP à l'époque des événements, consista à renforcer la volonté d'imbrication dans la structure corporative du péronisme. Son argumentation reposait sur l'identification idéologique, avant tout autre élément. C'est ainsi que Valverdi déclara à la commission directive:

Como actuamos como entidad gremial y que estamos incorporados a la CGP, colateral a la CGT, nuestro mandato tiene una gran importancia y ningún afiliado puede pasar por la autoridad de ustedes [les membres de la commission directive], que son los representantes de ellos. A su vez, Uds. se deben a la comisión directiva y la comisión directiva se debe a la CGP, al ministerio de trabajo y previsión, a la jefatura de Policía y a la fiscalía de gobierno.¹⁵

Suite à cet épisode, le syndicat fut purgé de ses éléments contestataires et il devint urgent de revendiquer l'action syndicale, jusqu'alors, très mitigée. La discipline interne correspondait avec les manifestations qui s'étaient produites quelques mois avant l'incident. C'est ainsi que, dans une lettre envoyée au ministère de l'Education, et considérant Perón comme « le premier enseignant de la Patrie », le président de l'ATEP mettait l'accent sur « les maigres salaires en comparaison avec d'autres collectifs à la formation académique inférieure »¹⁶. L'articulation d'un discours destiné à justifier les demandes des enseignants sur la base de leur position supérieure dans le domaine éducatif sert à démontrer que la stratégie de l'ATEP passait par la différenciation des ouvriers. La légitimation de leur position était alors fondée autour de la notion de l'enseignant comme professionnel intellectuel qui ne devrait pas être soumis aux aléas des activités économiques d'autres secteurs productifs.

Conclusion

D'après l'action collective examinée au cours des premières années de l'ATEP, nous pouvons conclure que les enseignants, et plus précisément les dirigeants du syndicat, n'ont pas fermement agi en faveur des revendications dans le domaine des conditions de travail ou des besoins matériels, mais plutôt en tant qu'agent intermédiaire qui a véhiculé les relations entre le patronat public et ses employé(e)s. La participation active à l'organisation du comité de bienvenue lors de la visite à Tucumán d'Eva Perón, ne fait que souligner cette volonté d'entente avec le gouvernement de la province, ainsi que la volonté de contrôler les premières effervescences revendicatives de la militance.

Cependant, nous ne pouvons pas ignorer que l'expérience accumulée a contribué à la construction d'une identification collective autour de l'ATEP et que, de la même manière, les militants critiques envers la direction ont su lire qu'il existait une base syndicale prête à lutter à travers les étroits canaux de participation qui se sont ouverts à partir de 1957. Nous avons également pu définir deux différents courants au sein de l'organisation, avec une forte distinction entre la commission directive qui incarnait la volonté de négociation avec les autorités politiques et une partie de la base militante qui poussait vers l'action syndicale revendicative.

L'effet paradoxal de la proscription du péronisme est que les militants, qui n'avaient pas osé mettre en question les méthodes et résultats du gouvernement péroniste, ont fait évoluer l'ATEP vers ce qui a été défini comme le syndicalisme combatif. En effet, il est intéressant d'observer que dans le futur, leurs actions syndicales ne seront guère strictement liées à l'identification partidiste, malgré leurs origines, particulièrement au cours des années soixante-dix.

Bibliographie

Archive ATEP, *Libro de actas de reunión de la Comisión Directiva*, 1949-1955

Archive *La Gaceta*, San Miguel de Tucumán, 1949-1955

Revista de la Agronomía del Docente Argentino, février 1953, n° 20, pp. 3-11.

ACRI, Martín, *Las asociaciones y gremios docentes de la Argentina. La situación laboral, la organización y las primeras luchas (1881-1930)*, 01/04/2015. Disponible sur internet: <http://repositorio.flacoandes.edu.ec/bitstream/10469/4519/2/TFLACSO-2012MAA.pdf>

DONAIRE, Ricardo, *Los docentes en el siglo XXI. ¿Empobrecidos o proletarizados?*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2012

RAMOS RAMÍREZ, Antonio, "Entre Onganía y el *Operativo Independencia*. Los vericuetos del sindicalismo docente tucumano, 1966-1976" dans RUBIO DURÁN, Francisco A. (Ed.), *Retazos de la pluralidad. Perspectivas de la realidad histórica latinoamericana*, Sevilla, Aconcagua Libros, pp. 273-328. Disponible sur internet: <http://dialnet.unirioja.es/servlet/libro?codigo=510217>

SUAYTER DE IÑIGO, María Adela, "Historia de la educación pública en Tucumán: 1880-1945", dans PUIGGRÓS, Adriana (Dir.) *et al.*, *La educación en las provincias y territorios nacionales: 1885-1945*, Buenos Aires, Editorial Galerna, 1993, pp. 491-550

¹ Je remercie Dorothée Cochin, Moira Cristiá, Joël Delhom et Lucie Hémeury pour leurs lectures et commentaires sur la première version du texte.

² Nous avons traité la période, entre autres, dans le travail suivant: "Entre Onganía y el *Operativo Independencia*. Los vericuetos del sindicalismo docente tucumano, 1966-1976" dans Francisco A. Rubio Durán (Ed.), *Retazos de la pluralidad. Perspectivas de la realidad histórica latinoamericana*, Sevilla, Aconcagua Libros, pp. 273-328.

³ Les informations pour la période précédente sont très réduites. M. A. Suayter signale que le *Círculo del Magisterio* fut fondé en 1905, étant la première manifestation associative composée d'enseignants de la province. D'après M. Acri, le *Círculo del Magisterio* fut l'organe principal de défense des enseignants à Tucumán, jusqu'à la fondation de l'ATEP.

⁴ Le manque de sources nous permettant d'entendre la voix des militant(e)s nous empêche d'aborder notre recherche avec la perspective théorique et les outils méthodologiques des études de genre. Cependant, on espère pouvoir enrichir ce travail avec les apports d'autres chercheurs-es dans le futur.

⁵ Archive ATEP, acte n° 1, 26/11/ 1949.

⁶ Dans cette période, les signes ne sont toujours pas très éclairissants, mais le processus de prolétarianisation des enseignants est très précisément formulé par R. Donaire. Parmi plusieurs aspects, R. Donaire signale l'importance de la féminisation du travail enseignant, ce qui marqua l'évolution du professeur comme figure d'autorité et prestige social vers le rôle subalterne occupé par les femmes.

⁷ Archive ATEP, acte n° 4, 19/12/1949.

⁸ Quand on examine la documentation, l'usage du nom de famille de l'époux est énormément majoritaire, contre celles qui ne le mentionnent pas. De la même manière, on constate que la direction du syndicat fut historiquement occupée par de militants masculins.

⁹ *La Gaceta*, 06/08/1951, p. 4

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Archive ATEP, acte assemblée extraordinaire, 30/11/1952.

¹² *Revista de la ADA*, février 1953, n° 20, p. 11

¹³ L'ADA ne montrait pas de doutes par rapport à son rôle dans la structure péroniste. C'est ainsi que dans une publication de 1953 on peut lire que "le renoncement et le sacrifice personnel" étaient les valeurs fondamentales des travailleurs de l'éducation. Dans: *Revista de la ADA*, février 1953, n° 20, p. 11

¹⁴ Archive ATEP, acte n° 102, 16/04/1955

¹⁵ Comme nous agissons en tant qu'entité syndicale et que nous faisons partie de la CGP, affiliée à la CGT, notre mandat a une grande importance et aucun adhérent ne peut outrepasser votre autorité, parce que vous êtes leurs représentants. De même, vous devez obéir au comité de direction et le comité de direction à la CGP, au ministère du Travail et de la Prévision sociale, à la préfecture de police et au Ministère public. Dans: Archive ATEP, acte n° 88, 15/10/1954.

¹⁶ Archive ATEP, acte n° 77, 18/03/1954.